

La mobilisation sociale anesthésiée par la violence de la crise

 [lemonde.fr/economie/article/2020/12/07/la-mobilisation-sociale-anesthesiee-par-la-violence-de-la-crise_6062422_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/12/07/la-mobilisation-sociale-anesthesiee-par-la-violence-de-la-crise_6062422_3234.html)



Des ouvriers de Bridgestone protestent devant leur usine contre la fermeture du site, à Béthune (Pas-de-Calais), le 27 novembre. DENIS CHARLET / AFP

Ils ont suspendu leurs tee-shirts orange siglés « LMT Belin » à la barrière qui fait le tour de l'entreprise à Lavancia-Epercy dans le Jura. Sur chacun, à l'encre noire, un dessin ou slogan résumant le désarroi des salariés : le groupe allemand détenant cette PME met fin à l'activité malgré ses bons résultats. Beaucoup ont choisi des métaphores morbides, des croix ou, comme sur une pierre tombale, leur prénom accompagné de deux dates : celle de leur embauche et celle de leur licenciement. A l'autre bout du département, chez Jacob Delafon qui ferme son usine de Damparis, les maillots étaient blancs. Avant l'été, ceux des salariés de La Halle, dans l'Indre, étaient bleu marine. Autant de symboles qui surgissent, ici et là, ces derniers mois dans l'Hexagone.

Lire aussi [La France frappée par la vague des licenciements](#)

Si le chômage partiel et autres dispositifs de soutien aux entreprises mis en place par l'Etat depuis mars permettent, actuellement, de limiter la casse sociale, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Depuis le 1^{er} mars, plus de 67 000 ruptures de contrat de travail ont été annoncées en France, contre 27 000 sur la même période en 2019 selon la Dares, service statistique du ministère du travail. Et tous les observateurs s'accordent pour dire que le pire est à venir.

Les difficultés à retrouver du travail rencontrées par les salariés de luttes emblématiques, comme celles des Continental ou des Goodyear, sont dans toutes les têtes

Pour l'heure, tout, ou presque, se passe à bas bruit. Pas de mobilisation spectaculaire ou de longue occupation d'usine avec tentes et brasero comme on a pu en voir à l'hiver 2008-2009. Chez LMT Belin, qui fabrique des outils de découpe pour l'industrie, les bûches n'ont brûlé que quelques heures dans un baril éventré, vendredi 27 novembre, le temps des discours d'un élu CFTC et de la députée LR de la circonscription. Leur première mobilisation « *visible de l'extérieur* », alors qu'ils savent le site menacé depuis le 31 janvier, et que le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) a été lancé le 2 octobre. « *On a été trop gentils* », regrette un ouvrier. « *On espérait qu'en restant professionnels, en travaillant même pendant le confinement, le groupe changerait d'avis ou qu'un repreneur verrait qu'on était des gens biens... Mais non* », se désole Isabelle Courtet, élue CFDT.

Lire aussi Entre les relocalisations et les fermetures de sites, l'industrie française sur un fil
Le même espoir que l'entreprise soit rachetée a retenu les salariés de l'usine de sanitaires Jacob Delafon. « *Si aucun repreneur se présente, il va nous falloir retrouver du boulot derrière, que les gens aient envie de nous embaucher* », anticipe Jean-Claude, 41 ans, matriceur. « *Je veux que mon CV reste clean* », insiste son collègue Frédéric. Les difficultés à retrouver du travail rencontrées par les salariés de certaines luttes emblématiques, comme celles des Continental à Clairoux (2009) ou des Goodyear à Amiens (qui a fermé en 2014), sont dans toutes les têtes.

« Mobiliser dans un tel contexte est difficile »

« *Mobiliser dans un tel contexte est difficile*, rappelle Baptiste Giraud, maître de conférences en science politique à l'université d'Aix-Marseille. *Lors des grandes crises économiques, où l'on annonce des conséquences durables, les salariés adhèrent à un raisonnement économique qui les prédispose à une forme d'inéluctabilité de ce qu'ils traversent.* »

Chez Jacob Delafon, il fut question d'organiser une manifestation dans les rues de Damparis (Jura). « *Quelque chose de familial, dans le calme, sans drapeau syndical* », insistaient les représentants des salariés. Le maire de la ville les en a dissuadés. « *On aurait eu l'impression d'un enterrement, il n'aurait manqué qu'un cercueil et le curé devant* », confiait alors l'élue, Michel Giniès. « *Quand on fait une marche blanche, c'est qu'il y a un décès. Ce n'est pas une stratégie de lutte*, renchérit Richard Dhivers, secrétaire de la CGT du Jura. *Ce n'est pas en marchant le samedi qu'on crée un rapport de force.* »

Lire aussi « On avait quand même une lueur d'espoir, mais là... » : l'amertume des employés après la fin de l'usine Bridgestone de Béthune

Comme à Béthune (Pas-de-Calais), où l'on a défilé en vain contre la fermeture de Bridgestone, chaque territoire a connu sa marche du week-end, réunissant salariés menacés de licenciement, leur famille et élus de tous bords, écharpe bleu-blanc-rouge en

bandoulière. Dernièrement, des commerçants puis des professionnels de la montagne ont donné ponctuellement de la voix contre les décisions gouvernementales.

Climat atone

Mais globalement, « *le climat est à l'atonie* », reconnaît le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez. « *Il y a une certaine résignation. Mais nous sommes dans une période très anxiogène, avec à la fois une pression forte sur l'emploi et un risque sanitaire. Donc, pour les salariés, il est difficile de lutter s'ils ne voient aucune alternative aux licenciements. En tant que syndicat, on doit travailler avec eux sur des projets alternatifs.* »

La crise du Covid-19 pèse de tout son poids sur le mouvement social. « *Il y a comme un couvercle assourdissant avec le confinement ou encore l'activité partielle* », concède Yves Veyrier, numéro un de FO. Comment en effet mobiliser alors que les gestes barrières limitent les rassemblements ? Que les collectifs de travail sont éclatés avec des salariés bloqués chez eux, en télétravail ou en chômage partiel depuis des mois ? Comment construire un rapport de force ? Chez le voyageur TUI, Lazare Razkallah, secrétaire CGT du CSE, aurait aimé que la contre-offensive soit à la hauteur de la violence symbolique de l'annonce du plan social. C'est en visioconférence, depuis le Maroc, que le PDG néerlandais a annoncé en juin le projet de supprimer jusqu'à deux tiers des effectifs en France, soit 583 postes.

« *Il y a comme un couvercle assourdissant avec le confinement ou encore l'activité partielle* », concède Yves Veyrier, numéro un de FO

Peu adepte des outils de réunion à distance, M. Razkallah s'y est finalement converti – la seule façon de s'adresser au maximum de salariés dont la plupart, au chômage partiel, n'ont plus mis les pieds au travail depuis mars. Mais cela a ses limites. « *C'est positif pour informer les gens mais ça n'a pas de poids vis-à-vis de la direction*, juge M. Razkallah. *Si le siège avait été ouvert, ça se serait passé autrement. Là, ça a permis à la boîte de dérouler son plan.* »

« *Le confinement ne laisse aucune latitude aux salariés de porter leur combat sur la place publique*, renchérit Timothée Esprit, délégué CGT chez Toray CFE, spécialiste de la fibre carbone, dans les Pyrénées-Atlantiques. *Or, ça concerne tous les citoyens de savoir que des entreprises qui ont reçu des aides publiques pour créer de l'emploi en détruisent.* »

Lire aussi [Dans les Pyrénées-Atlantiques, la direction de Toray CFE tente d'enrayer la grève](#)

Le 25 novembre, il était convoqué avec les délégués CGT et FO de la société devant le tribunal de Pau, la direction ayant fait un recours devant le juge des référés pour « *grève illicite* ». « *L'usine est à 30 km, donc hors du périmètre autorisé par le confinement. Certains salariés avaient peur de s'exposer à des amendes en venant nous soutenir* », relate l' élu mobilisé contre la suppression de 42 postes. Toray CFE est une des rares entreprises à avoir fait face à de multiples journées de grève.

Ses salariés ont reçu le soutien de la CGT de la raffinerie Total de Grandpuits, en Seine-et-Marne. Dans une vidéo vantant que « *l'avenir appartient à ceux qui luttent* » et que « *seul le rapport de force paye* », elle a appelé à soutenir financièrement la mobilisation chez Toray CFE. Les raffineurs sont eux aussi en lutte contre un projet de suppression de 150 postes contre lequel les salariés ont fait quatre journées de grève.

D'autres mouvements ont émergé très récemment : chez Verallia à Cognac (Charente), la tentative de suicide d'un salarié a décidé ses collègues à cesser le travail depuis le 24 novembre, alors que 80 postes sont menacés. Depuis douze jours, un petit tiers des 470 salariés de General Electric de l'établissement de Villeurbanne (Rhône) sont, eux, « *en grève totale et illimitée* » pour protester contre un projet qui prévoit jusqu'à 250 destructions de postes, selon Pascal Gentelet, délégué syndical central CFDT. « *C'est dur de sensibiliser tous les salariés, souligne-t-il. Environ la moitié des effectifs est en télétravail, ils sont détachés de l'établissement et se sentent moins concernés par notre action.* »

« Les débrayages, je veux bien en faire, mais les journées de grève, ça fait perdre du salaire, moi je ne peux pas me le permettre », Virgile, 34 ans, opérateur chez Jacob Delafon

A quoi bon aussi cesser le travail quand on est au chômage partiel ? « *C'est compliqué car ça n'a pas d'impact sur le portefeuille de l'employeur* », se désole M. Razkallah, de TUI, qui juge avoir dû faire « *sans les salariés pour faire bouger les lignes dans la négociation* » du PSE. Certains ouvriers au budget serré rappellent aussi qu'une grève coûte cher. « *Avec le prêt pour la maison et celui pour la voiture, on est dans le rouge le 15 du mois*, témoigne Virgile, 34 ans, opérateur chez Jacob Delafon. *Donc les débrayages, je veux bien en faire, mais les journées de grève, ça fait perdre du salaire, moi je ne peux pas me le permettre.* »

Pour Baptiste Giraud, les militants syndicaux, quand ils sont présents, « *sont pris dans un dilemme* » : « *Ils ont intérêt à se mobiliser pour attirer l'attention des élus et des médias et construire un rapport de force. Mais cela renforce le coût lié à la mobilisation pour les salariés. Dans une période de chômage de masse, la principale crainte est de se retrouver sans emploi.* »

Avec ses collègues, Lazare Razkallah ne peut se résoudre à voir chacun se battre dans son coin. Il y a quelques semaines, « l'appel des TUI » a été lancé pour tenter de fédérer les luttes. Une deuxième réunion – par visioconférence – a regroupé, le 29 novembre, des représentants d'« *une cinquantaine d'entreprises avec des Cargill, des Bridgestone, des Auchan mais aussi des petites boîtes* », et une manifestation nationale est prévue le 23 janvier 2021 à Paris. « *Nous ne sommes pas des victimes, on va continuer à se bagarrer* », assure-t-il.

« *On sent une colère rentrée qui ne va peut-être pas s'exprimer tout de suite*, met en garde Yves Veyrier. *Mais si, en sortie de crise, on laisse les salariés sur le carreau, l'explosion sociale pourrait ne pas être circonscrite à tel ou tel endroit.* »